



Communiqué de presse

14.12.2025

Réforme des aides à la rénovation : la FEDEB salue une vision intégrée ambitieuse et appelle à sécuriser la transition pour garantir le succès

Mont-Saint-Guibert, le 14 décembre 2024 – Suite à l'annonce par la ministre Cécile Neven des grandes lignes du futur plan global de rénovation et du calendrier d'obligations pour la Wallonie, la Fédération des Experts en Études de Bâtiments (FEDEB) tient à saluer la volonté du gouvernement d'offrir enfin une vision structurante à long terme pour accompagner le secteur et les citoyens dans la transition énergétique des logements.

Le retour de l'expertise : un gage d'efficacité et de résultats mesurables

La FEDEB se réjouit que la ministre place l'expertise technique au cœur de la stratégie de rénovation. En rendant l'audit énergétique obligatoire pour l'obtention des aides publiques, le gouvernement valide une approche qualitative que nous défendons de longue date.

L'audit énergétique n'est pas une simple formalité administrative : c'est l'outil indispensable pour diagnostiquer précisément les besoins de chaque bâtiment, hiérarchiser les interventions selon leur efficacité, et éviter les investissements inefficaces ou contre-productifs. Il permet également de quantifier les gains énergétiques réels et de monitorer l'évolution du parc immobilier wallon vers les objectifs climatiques de la Région wallonne.

« C'est une avancée majeure pour l'efficacité de la politique wallonne », déclare Marc Guilmot, président de la FEDEB. « Accompagner le citoyen depuis le diagnostic initial jusqu'à la validation finale via un nouveau certificat PEB post-travaux garantit que chaque euro investi génère des économies d'énergie réelles et durables. Cette logique de parcours accompagné et de rénovation globale est la seule permettant d'atteindre nos objectifs climatiques. »

Réussir la transition : un enjeu crucial pour le marché et les ménages

Si la FEDEB partage pleinement les objectifs de cette réforme, elle attire l'attention du gouvernement sur les risques d'une transition mal gérée. La mise en œuvre prévue pour le 1er octobre 2026 doit impérativement éviter un ralentissement du marché qui pénaliserait à la fois les citoyens engagés dans des projets et les entreprises du secteur.

Le risque d'un « effet d'attente » : Face à l'incertitude sur les modalités futures, de nombreux ménages pourraient reporter leurs projets, créant un trou d'air économique dommageable pour l'ensemble de la filière. Or, la Wallonie ne peut se permettre de perdre un an ou deux dans sa trajectoire de rénovation énergétique.

La réalité du terrain : Un chantier de rénovation performante nécessite en moyenne 12 à 18 mois entre l'audit initial et la fin des travaux (études, demandes de permis, recherche d'entrepreneurs, réalisation). Les citoyens qui s'engagent aujourd'hui se retrouveront mécaniquement à cheval sur les deux systèmes.

« Il est essentiel de rassurer dès maintenant les ménages qui signent des devis aujourd'hui, mais dont les travaux se termineront après octobre 2026 », insiste la FEDEB. « Ces citoyens responsables ne doivent pas être pénalisés pour leur proactivité. »

Trois leviers pour sécuriser la transition

Dans un esprit constructif, la FEDEB identifie trois mesures essentielles pour garantir une transition fluide et maintenir la dynamique du marché :

1. Période de transition échelonnée – Pour assurer la continuité des projets en cours, nous proposons qu'une période de transition soit appliquée. Concrètement, nous demandons que la date limite pour l'introduction des dossiers de « primes transitoires 2025 » soit échelonnée pour tous les citoyens ayant réalisé un audit énergétique avant le 30 septembre 2026.

2. Maintenir l'accessibilité pour la classe moyenne – La classe moyenne constitue le moteur économique de la rénovation énergétique en Wallonie. Sans elle, impossible d'atteindre les volumes de rénovation nécessaires. La FEDEB sera particulièrement attentive aux plafonds de revenus qui seront fixés pour l'accès aux nouveaux dispositifs Rénoprêt et Rénopack. Ces aides, combinant prêts bonifiés et parts assimilées à des primes, doivent rester attractives pour les ménages moyens qui représentent la majorité des propriétaires wallons.

3. La pérennité des audits existants – Afin de ne pas pénaliser les citoyens proactifs, la FEDEB souhaite une confirmation officielle que les audits de logements déjà réalisés (ou en cours) seront reconnus comme valables pour l'accès au futur régime global, en conservant leur durée de validité initiale.

Un partenariat constructif pour réussir ensemble

Cette réforme est une opportunité majeure de structurer durablement la politique de rénovation en Wallonie. Son succès dépendra de notre capacité collective à gérer intelligemment la période de transition et à maintenir la confiance des citoyens et des entreprises. La FEDEB réitère sa disponibilité et sa volonté de contribuer activement, aux côtés du gouvernement, à affiner les modalités pratiques de cette transition et à faire de cette réforme essentielle un véritable levier de transformation pour la Wallonie.

Personne de contact :

Marc Guilmot

Président de la FEDEB

info@fedeb.be

0475 77 83 09